

Synthèse des débats

Marolles-en-Hurepoix (15 février 2019)

Préambule

La réunion-débat qui s'est tenue à Marolles-en-Hurepoix a été ouverte aux Marollais ainsi qu'aux habitants de 3 communes voisines : Avrainville, Cheptainville et Guibeville. Plus de 90 personnes ont participé. 12 tables de maximum 12 personnes étaient en place, chaque table était dédiée à un des quatre thèmes, et à chaque table désignait un rapporteur. Le débat s'est déroulé en 5 phases :

- introduction par un animateur neutre, et notamment rappel de la charte et explication de l'organisation.
- débat entre les participants (environ 40 minutes)
- Lecture à haute voix des synthèses de chaque table par leur rapporteur (environ 10 minutes)
- débat entre les participants (avec un peu moins de participants) (environ 40 minutes)
- Lecture à haute voix des synthèses de chaque table par leur rapporteur (environ 10 minutes)

Tout participant pouvait donc contribuer à 2 thèmes, voire plus s'il souhaitait changer de table pendant les 2 phases de débat. Ceci a donné lieu à 14 débats :

Thèmes	Nombre de groupes ayant débattu
la fiscalité et les dépenses publiques	4
l'organisation de l'État des services publics	4
la transition écologique	4
la démocratie et la citoyenneté	2

Suivent les transcriptions des débats des 14 groupes de tables, proposées aux rapporteurs pour corrections éventuelles. Par souci de transparence, il n'a pas été apporté de traitement sur ces transcriptions, notamment de regroupement. Ainsi, des propositions peuvent figurer plusieurs fois, parce qu'elles ont été exprimées à plusieurs tables.

la fiscalité et les dépenses publiques

Groupe 1

1. Toute entreprise doit payer ses impôts dans le pays de production.

2. Simplifier les lois pour rendre plus fluides le fonctionnement de l'État et diminuer les dépenses publiques.
 3. Tout citoyen doit payer un impôt sur le revenu même une faible somme qui doit cependant être calculée avec équité.
 4. Revoir le cadastre pour avoir un impôt foncier plus juste.
 5. L'entreprise ne doit pas être aidée par l'État si elle n'embauche pas. Elle doit en outre être contrôlée sur ses résultats pour vérifier si ces aides sont justifiées.
 6. Simplifier l'attribution des aides sociales et les attribuer à ceux qui en ont besoin.
 7. Simplifier le fonctionnement de l'administration pour rendre le fonctionnaire plus efficace
-

Groupe 2

Modulation des taux de TVA entre produits de première nécessité et les autres. (prix des carburants, ..)

Taux de l'impôt sur les Sociétés : rétablir l'égalité de l'impôt entre les grandes entreprises et les PME.

Niches fiscales : réduire le nombre et vérifier leur pertinence et rentabilité.

Réduction des dépenses : harmoniser les statuts de la fonction publique, diminuer le nombre de statuts pour favoriser la mobilité et réaffecter les fonctionnaires là où il y a besoin.

Imposition minimale symbolique.

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Simplifier la fiscalité et la législation fiscale.

Clarifier la notion "d'optimisation fiscale" dumping fiscale intra-européen.

Groupe 3

1. Tout le monde bénéficie des services publics, par conséquent tout le monde devrait participer à son financement proportionnellement à ses revenus.
2. Se donner les moyens de traquer la fraude fiscale et sociale qui représente plusieurs dizaines de milliards.
3. Rattacher la fiscalité à la nationalité et non uniquement à la résidence fiscale ; voir par exemple la fiscalité des USA.
4. Respecter davantage les recommandations de la cour des comptes et assurer un suivi de la mise en place des mesures recommandées.
5. **Réductions des dépenses publiques** :
 - Suppression des privilèges attachés aux anciens présidents de la république et premiers ministres.
 - Suppression des agences de l'État et des commissions diverses qui produisent des rapports qui ne sont souvent pas suivis d'effet.

Faire la chasse aux doublons, aussi bien dans les structures que dans les postes au niveau de l'État et des collectivités territoriales ou locales.

6. transparence dans les nominations et avantages divers des grands commis de l'État : présidents, ministres, députés, sénateurs préfets, ...

7. Plafonner les rémunérations quelles que soient les postes occupés ou cumulés.

Groupe 4

Ne pas augmenter les prélèvements fiscaux .

Réduire les dépenses de l'État.

Simplifier le mille-feuilles administratifs par regroupement des communes.

Réduire la complexité et le volume du code des impôts (3 à 4000 pages).

Mieux contrôler les dépenses publiques.

Faire suivre d'effets le rapport annuel de la cour des comptes.

Contrôler les titulaires de cartes de sécurité sociale.

Contrôler les conducteurs sans permis (il y en aurait 400000).

Effectuer une chasse aux projets mal engagés : exemple : Notre-Dame des Landes, portiques poids-lourds, lignes TGV excessives qui entraînent déficit de SNCF et sa reprises par l'État.

Contrôler non seulement les montants dépensés, mais aussi leur répartition géographique afin de mieux percevoir la sous-administration et la sur-administration des territoires de la nation.

Les symboles : rémunération des grands commis de l'État, dépenses des élus, nombre de députés et de sénateurs.

Chasse à l'évasion fiscale : les GAFA, les retraités français vivant hors de France, les paradis fiscaux.

Les dépenses de santé : pédagogie des assurés sociaux au coût de dépenses de santé (médicaments, Médecins, hôpital, ...)

Sera-t-il possible de faire face à une médecine de plus en plus sophistiquée ?

Le **financement des retraites** : trouver des solutions pour que les retraites ne soient pas financées par l'emprunt ; tenir compte de l'allongement de la vie et reculer l'âge de la retraite ; aligner le régime de retraite de la fonction publique sur l'origine privée.

Réduire les niches fiscales bien que chacun s'aperçoit qu'il en bénéficie.

Faire payer symboliquement l'IRPP aux personnes n'en payant pas.

L'organisation de l'État des services publics

Groupe 1

Investir dans les services publics

Covoiturage organisé par l'État/la commune (dans les zones à densité démographique faible).

Adapter les horaires des services publics au public.

Créer de vrais postes de fonctionnaires au sein de l'éducation nationale et non embaucher des contractuels.

Revaloriser financièrement les métiers de la fonction publique.

Généraliser les maisons médicales en amont des centres hospitaliers.

Favoriser la production de médicaments génériques au profit de l'État et de la qualité des produits.

Groupe 2

1. Mille-feuille Territorial

Impact financier de la multiplicité des strates :

Commune

Communauté de communes ou d'agglomération

Département

Région

État

Y'a-t'il des doublons de compétence ? Des strates inutiles ?

2. Services Publics locaux

Créer des services regroupés dans des "**maisons des services publics**" ou en mairie :

Poste, Banque, Sécurité sociale, Numérique, pour pallier au manque de transports en commun ou pour les personnes n'ayant pas de véhicule. On y trouverait de l'aide à l'utilisation des services numériques.

3. Privatisation des services Publics

Intérêts économiques de la privatisation des services aux habitants pour : Service des eaux, Collecte et traitement des déchets, Autoroutes.

Faut-il revenir à des régions territoriales ?

Comment mieux contrôler les finances et la qualité des services privatisés ?

4. Les grands services Publics

Santé :

les hôpitaux vont-ils être privatisés ?

On constate que la réduction du nombre de fonctionnaires de ce domaine entraîne une baisse de la qualité des services aux patients

Saturation des services d'urgence : par manque de personnel ou défaut d'orientation des patients

Éducation :

Il y a trop d'élèves par classe dans les écoles maternelles et primaires par manque d'enseignants au manque de place dans les écoles.

Transport en commun :

Améliorer les dessertes locales (par exemple entre villages et entre village et centre commercial)

Améliorer les services et commerces autour des gares.

5. Élus nationaux

Limitier dans le temps les indemnités des anciens présidents et anciens ministres.

Harmoniser les traitements (salaires et retraites) chez les hauts fonctionnaires et pour les élus nationaux.

Instaurer une obligation de présence minimale à l'assemblée pour les députés

Groupe 3

1. Maintenir les compétences des ministères et ne pas transformer l'organisation à chaque changement de gouvernement, afin de préserver leur efficacité et diminuer les coûts.

2. Augmenter la durée du mandat du président de la république en limitant à un mandat de sept ans.

3. Réduire le nombre de mandats des sénateurs.

4. Réduire le nombre d'échelons administratifs.

5. Rééquilibrer les pouvoirs entre le législatif et l'exécutif.

6. Introduire une dose de proportionnelle dans les élections législatives.

7. Prendre en compte le vote blanc.

8. Définir un seuil obligatoire en nombre d'habitants pour le regroupement des communes

9. Adapter la fonction publique aux besoins de la population en favorisant la mobilité y compris géographique des fonctionnaires, pour une partie de la fonction publique en la formant avec des incitations à la mobilité.

Groupe 4

ne plus faire payer les parkings des hôpitaux.

Délai de rendez-vous des praticiens : harmoniser le délai d'obtention d'un rendez vous entre les secteurs publics et privés. (ils sont actuellement bien plus long en secteur public)

Remettre en place les gardes médicales des médecins généralistes.

Ne plus céder au privé les secteurs économiques qui rapportent : Française des jeux, aéroports, réseaux ferroviaires,...

Contrôler les lobbies.

Traquer la fraude fiscale.

Entretien le réseau routier avec l'argent des radars automatiques pour une vraie politique de sécurité.

La transition écologique (4 groupes de discussion)

Groupe 1

1. Modifier le code des marchés publics afin que, parmi les critères d'attribution, celui en rapport avec l'écologie ait l'indice de pondération le plus important. Si le coût de la réalisation ainsi sélectionnée est supérieure à l'offre moins-disante, la différence serait financée par l'état.
2. Lors de la construction de grands projets immobiliers, imposer une règle : 1 m² de nouvelles constructions **implique** 1 m² de réhabilitation d'anciennes constructions.
3. Privilégier l'emploi, la production locale, les commerces de proximité.
4. Améliorer les transports en commun.

Il faut prendre en compte qu'en moins de 30 ans, 400 000 oiseaux et 80 % des insectes ont disparu en Europe (d'après étude du CNRS) . Il faut instaurer des quotas de création de nouvelles zones industrielles pour préserver la biodiversité, et nettoyer autour de ces zones les détritux afin d'éviter la pollution des cours d'eau.

Groupe 2

1. La transition écologique, passe par **l'éducation des citoyens**, ainsi que par la sensibilisation, et des comportements (gestes au quotidien) des générations actuelles et futures.

Les écoles demandent aux jeunes d'avoir des ordinateurs/réseaux sociaux pour pouvoir suivre les cours et être courant des informations.

2. Concernant les transports, pourquoi ne pas mettre en place des petites navettes à la place des cars, pour faciliter le trafic entre les communes : un meilleur réseau permettrait de réduire le nombre de déplacement en voitures. Aussi, on remarque une hausse des motifs de déplacements, et il faudrait réduire le nombre de voitures par ménages/famille.
 3. Développer les productions agricoles locales.
 4. La voiture électrique semble être une solution pour les gens qui habitent à la campagne, car elles consomment moins. Mais pour les déplacements plus réguliers, la production d'électricité provient d'usines qui polluent beaucoup.
 5. La société de consommation pousse, par le regard des autres, à consommer et avoir les derniers téléphones
 6. Développer le télétravail à domicile pour réduire le nombre de déplacements.
-

Groupe 3

- Problème de l'investissement sur l'éolien : Risque d'une énergie très chère dans quelques années.
- Politique forte de décentralisation pour diminuer la pollution et enrichir la province

- Il nous semble possible de faire accepter des taxes pour favoriser l'écologie en contrepartie de la baisse d'autres taxes : Favoriser le produit local, faire payer le sac poubelle non trié...
 - Augmenter l'éducation écologique des enfants dans les écoles.
 - Améliorer les propositions de covoiturage : Aires de covoiturage.
 - Incitations fiscales fortes pour le vélo électrique
 - Investir dans des nouvelles technologies d'énergies renouvelables
-

Groupe 4

2 séries de propositions :

1 – Les unes visant à réviser nos modes de vie, et pouvant avoir des conséquences sur l'économie et sur l'emploi.

Réduire la consommation et donc la production.

Favoriser la permaculture respectant et utilisant les ressources de la nature, multipliant les rendements par 10 sans dégrader l'environnement, et génératrice de création d'emplois

Promouvoir la marche et la pratique du vélo. Cela signifie vivre dans un périmètre plus restreint, rapprocher les lieux de travail des lieux de vie.

Favoriser la consommation de produits locaux. Adapter sa consommation de fruits et légumes au cycle des saisons. Refuser systématiquement les importations de fruits et légumes permettant de consommer toute l'année des fraises qui viennent d'un peu partout.

Promouvoir le covoiturage.

Inciter à fabriquer des maisons en bois.

Obliger les grandes structures utilisant des produits venant de loin et introduire de pénalités ou des taxes sur ces produits dont le transport pollue et dont l'importation détruit des emplois en France.

Réduire l'incitation à consommer en réduisant la publicité.

2 – Les autres sont des solutions techniques innovantes nécessitant souvent un accompagnement social ou une incitation fiscale.

S'attendre à une évolution du coût du nucléaire due au vieillissement du parc et aux coûts du démantèlement difficiles à apprécier, et donc accélérer la recherche d'autres filières de productions d'électricité.

Doper les recherches permettant d'utiliser l'hydrogène comme source d'énergie. Mais être au clair sur les besoins en énergie primaire permettant d'utiliser l'hydrogène comme source

d'énergie.

Augmenter la végétalisation des immeubles

Effort sur le chauffage : poursuivre la chasse aux passoires thermiques et donc poursuivre l'amélioration de l'isolation thermique. Poursuivre dans la voie de la construction d'immeubles à énergie positive. Faire de la pédagogie sur l'efficacité et sur les rendements des modes de chauffage.

Péages **gratuits** pour les **véhicules électriques**

Améliorer l'autonomie des camions électriques.

Attention au développement des plateformes de commerce électronique qui peuvent contribuer à développer un fret aérien pour des produits à faire venir rapidement de loin et même de très loin.

Attention à la consommation d'électricité et d'énergie de l'utilisation des ordinateurs, d'Internet, avec une croissance exponentielle de la gestion des données (développement du « cloud » qui nécessite des lieux physiques de stockage des données à maintenir à des températures compatibles avec le fonctionnement des matériels utilisés.

Attention à des solutions techniques innovantes qui entraînent des pollutions de longue durée telles que les batteries (or voiture électrique = batteries), tels que les panneaux voltaïques dont on ne sait que faire lorsqu'ils sont endommagés ou en fin de vie. Penser le cycle de vie complet des produits (du berceau à la tombe).

La démocratie et la citoyenneté

Groupe 1

1. Reconnaître le vote blanc avec invalidation si le vote blanc est majoritaire
 2. Mettre en œuvre l'obligation de moyens et le résultat du personnel politique, notamment sur les sujets de la pauvreté et du logement, ...
 3. Animer le débat citoyen toute l'année, en tout temps, comme lors de cette réunion-débat faite dans le cadre du Grand Débat national.
 4. Ré-instaurer le respect et le contrôle la confiance du personnel politique envers les citoyens. (inversion des représentations hiérarchiques)
 5. Mettre en œuvre le RIC (référendum d'initiative citoyenne) à la place des chambres législatives existantes.
 6. Mettre en œuvre la mixité sociale dans la représentativité politique sous la forme de tirage au sort
-

Groupe 2

Pour augmenter le nombre de votants, et intéresser les citoyens aux élections :

Rendre le vote obligatoire, et Reconnaître le vote blanc.

Il faut plus de réunions, d'écoute, d'implication des citoyens dans les institutions politiques.

Supprimer le sénat et le conseil économique et social, et créer :

une chambre Citoyenne,

un Référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour intervenir dans les projets de loi.

Faire un RIC Suisse, qui est très professionnel :

Le RIC Suisse est plus structuré , Les citoyens se prononcent plus fréquemment sur différents thèmes. Cela peut-être sous la forme de consultation citoyenne sur internet plusieurs fois par an. Le processus repose sur des votations citoyennes. Si une proposition de loi obtient 100 000 signatures de citoyens à l'échelle nationale (sur 8,42 millions d'habitants), tous les Suisses sont appelés à se prononcer par référendum sur un texte, ensuite débattu au Parlement.

Modifier le statut de l'élu, qui serait moins flexible, et avec beaucoup moins d'avantages financiers et juridiques.

Interdire de cumuler plus de trois mandats identiques.

Réduire le nombre d'élus en fonction des institutions.

Avoir une meilleure transparence de l'élu notamment sur ses dépenses